

Les atouts de la Corée du Nord

mercredi 10 octobre 2007, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2007).

La Corée du Nord est un pays paria, « diabolisé » sans bénéfice d'inventaire. Le sommet intercoréen qui s'est tenu début octobre à Pyongyang témoigne pourtant des potentialités d'un approfondissement de la coopération Nord-Sud, voire de créneaux pour les investisseurs étrangers. Les représentants des grands groupes internationaux à Séoul en sont conscients mais, disent-ils, leurs sièges restent d'une prudence frileuse de peur de paraître s'intéresser à un pays mis au ban des nations.

Le président sud-coréen, Roh Moo-hyun, était accompagné en République populaire démocratique de Corée des dirigeants des grands de l'industrie nationale : Samsung Electronic, Hyundai Motor, Posco (sidérurgie), LG (chimie), SK Energy (pétrole) et Daewoo (construction navale). Les projets intercoréens, s'ils se réalisent, pourraient représenter 107 milliards d'euros.

De l'exploitation des ressources d'un pays parmi les plus riches en minerais de la planète à l'exploration pétrolière et gazière en passant par les infrastructures routières et ferroviaires, tout est à faire ou à refaire. L'économie est en panne en raison de la sclérose du système socialiste, mais aussi de son isolement.

La Corée du Sud - douzième économie du monde -, prise en étau entre une Chine à bas salaires et un Japon en pointe pour les technologies, rêve de faire du Nord une plate-forme exportatrice privilégiée : même langue, même culture, salaires réduits, main-d'œuvre disciplinée... Les atouts sont là. Le frein de taille : la réticence du régime à accélérer la libéralisation d'une économie dont on connaît peu de chose sinon son état de délabrement. Le PIB est évalué à 25 milliards de dollars par la Banque de Corée (Séoul) et à 40 milliards par la CIA - un niveau proche de celui du Soudan.

Les Coréens du Sud ont aussi tout intérêt à être plus présents au Nord afin de réduire le coût futur de la réunification et de contrer la Chine, soutien du régime de Pyongyang, qui met la main sur ses richesses minières.

Les Américains ont une place de choix « réservée » le jour - peut-être pas si lointain - où ils auront normalisé leurs relations avec Pyongyang. Les Japonais, mal vus pour l'instant, arriveront avec leurs dommages de guerre. Les Européens ? Les plus présents sont les Allemands, qui, selon une source diplomatique à Pyongyang, ont tissé des liens de haut niveau avec le régime. La France, elle, ne prend pas de risque : à l'exception de deux ONG sous l'ombrelle de l'Union européenne et d'un bureau de conseil, elle est absente sur tous les fronts : diplomatique, économique et culturel. Sera-t-elle la dernière à s'apercevoir que l'Histoire fait son chemin, à Pyongyang aussi ?

P.-S.

* Article paru dans l'édition du 10.10.07. Philippe Pons (à Tokyo). LE MONDE | 09.10.07 | 14h47.